

## La gauche et la crise

par Gérard Fuchs\*

(Fondation Jean-Jaurès, 11 mai 2009)

Depuis le début des années 1980, le discours politique dominant a été celui du libéralisme économique : il n'était plus question que du triomphe de l'économie de marché sur l'économie administrée et de la mort des idéologies. Il n'en était rien, bien sûr, mais l'effondrement de l'URSS d'une part, l'accélération de la mondialisation d'autre part, rendaient difficilement audible le discours de la gauche, dans le même temps où ses marges de manœuvre, lorsqu'elle arrivait quand même au gouvernement d'un pays, se réduisaient et du coup sa crédibilité.

La crise financière, puis économique et maintenant de plus en plus sociale, qui secoue aujourd'hui la planète, peut et doit être pour les forces de gauche l'occasion d'une extraordinaire revanche ! N'est-ce pas nous après tout qui avons affirmé depuis des années que le maintien de rendements financiers égaux ou supérieurs à 15% alors que l'économie réelle croissait aux environs de 5% ne pouvait déboucher que sur une catastrophe ? Nous aussi qui n'avons cessé de dénoncer le fait que, derrière ce qui apparaissait comme un enrichissement collectif, se cachaient un fantastique accroissement des inégalités et même, pour beaucoup, un accroissement de la pauvreté ?

Encore faut-il, pour que notre revanche connaisse le débouché politique nécessaire au changement des orientations passées, que notre discours soit audible pour ceux que nous considérons comme notre base sociale. Trois propositions à caractère d'urgence et trois propositions à caractère structurel me paraissent alors pouvoir incarner et notre identité et notre volonté.

Premier champ de l'urgence : celui de la crise financière. La gauche a approuvé presque partout l'injection massive de capitaux publics dans les banques et autres structures menacées de faillite par la soudaine dévalorisation des subprimes et des actifs à fort rendement, soudainement considérés comme « toxiques ». Etait-il moral, ont alors demandé certains, de sauver ainsi les principaux responsables des difficultés ? La réponse est bien évidemment négative. Mais laisser s'effondrer le système financier ne pouvait que déboucher sur un effondrement économique cataclysmique !

Les vraies exigences qui doivent être présentées par la gauche concernent les contreparties de ces aides : faire en sorte que les sommes injectées entraînent effectivement une reprise des prêts aux entreprises, PME incluses, et aux particuliers ; veiller à ce qu'elles ne soient pas seulement utilisées pour rétablir des ratios comptables et maintenir des rémunérations de dirigeants qui, déjà scandaleuses en temps normal, deviennent totalement inacceptables en période de récession. Nationalisation pour les cas extrêmes et, à tout le moins, présence de représentants de l'Etat dans les structures dirigeantes doivent constituer alors le signe visible de cette volonté de contreparties.

Deuxième champ : celui de la régulation. Ce n'est pas lorsque la situation sera rétablie qu'il faudra réfléchir aux mesures à prendre pour éviter la répétition de la catastrophe : ses principaux acteurs et auteurs auront alors comme réaction évidente de renouer avec les comportements antérieurs ! La gauche a en général considéré comme positives les résolutions affichées par le sommet du G20 à Londres en avril dernier : plus de transparence, plus de contrôle, et surtout la volonté de mettre fin à l'existence des paradis fiscaux et des places « off

shore » qui constituent autant de « trous noirs » de la finance mondiale.

Encore faut-il que ces bonnes résolutions soient suivies d'effets. A cet égard, la brièveté des listes noire et grise des Etats ou places jugés non coopératifs ou insuffisamment transparents ne peut qu'inquiéter, comme inquiète le projet de directive présenté par l'actuel président de la Commission européenne concernant un soi-disant contrôle des fonds spéculatifs ! La gauche doit se battre pour l'adoption de mesures concrètes pour garantir la disparition des trous noirs, et de l'ensemble d'entre eux bien sûr, sinon ces mesures resteront sans effet. Un exemple simple et aisément compréhensible est l'interdiction qui doit être faite aux banques et autres organismes d'avoir avec les places douteuses quelque relation financière que ce soit.

Troisième champ, le plus important et pourtant le plus mal pris en compte pour l'instant, en particulier au niveau européen et par le Président de la République française : celui de l'indispensable relance économique. Le risque majeur à mes yeux demeure aujourd'hui celui de la transformation de la récession actuellement prévue pour 2009 (selon le FMI, un PIB en baisse de 3,8% pour les pays développés) en une véritable dépression : face à la montée impressionnante du chômage, les consommateurs réduisent leurs achats, volontairement au profit d'une épargne de précaution ou involontairement parce qu'ils ont perdu leur emploi ; devant la contraction de la demande, les entreprises ralentissent encore leur production et accroissent les licenciements ; s'engage alors une véritable spirale vers le bas qui peut devenir incontrôlable. Chine et Etats-Unis ont compris le danger et réagi à travers des programmes de dépenses publiques impressionnants : 600 milliards de dollars pour la première (plus de 20% du PIB !), près de 800 pour les seconds (près de 6% du PIB), orientés vers des investissements créateurs d'emploi mais aussi des aides directes aux personnes en difficulté ou aux plus bas revenus afin de soutenir la demande. De son côté hélas, l'Union européenne, France en tête, s'est montrée jusqu'ici incapable de définir un plan de relance à la fois coordonné et de niveau suffisant (pour l'instant, 260 milliards de dollars seulement, soit moins de 2% du PIB !) et surtout d'inclure un volet significatif stimulant la consommation des particuliers.

La gauche devant la situation actuelle demeure résolument keynésienne et donc favorable à des dépenses publiques qui devraient être coordonnées au niveau mondial afin de créer un maximum de synergies. Et comment ne pas être keynésien alors que coexistent chômage élevé et capacités de production inemployées ? Accroître substantiellement la dépense publique au bénéfice d'investissements emblématiques du développement durable qui doit être mis en place pour demain (isolation des logements et logements « à énergie positive » par exemple), mais aussi au bénéfice du niveau de vie des moins favorisés (augmentation du niveau et de la durée des indemnités chômage, création de nouvelles formations rémunérées, hausse des plus bas salaires, baisse provisoire de la TVA pour tous,...) doit être dans la période un leitmotiv de la gauche, quitte, lorsqu'il existe un problème de financement de court terme, à accroître la fiscalité sur les plus hauts revenus !

J'en arrive aux propositions de caractère structurel, qui sont évidemment les plus importantes si l'on veut éviter que se reproduisent les effets désastreux des politiques de la période écoulée et qui doivent marquer, plus encore que les précédentes, l'identité de la gauche.

Ma première proposition suppose que soit enfin reconnue l'incapacité du seul marché à satisfaire les besoins fondamentaux de l'ensemble des habitants de notre planète. Pour être plus précis, il s'agit ici d'admettre publiquement une évidence : le marché ne peut être un instrument satisfaisant d'expression et de satisfaction des besoins que pour ceux qui ont assez

d'argent pour les manifester. Or nous savons tous qu'un milliard de personnes « vivent » sur la planète avec moins d'un dollar par jour, deux milliards avec moins de deux dollars, et que le nombre de citoyens pauvres dans les pays riches n'a cessé de s'accroître ces dernières années en conséquence d'une mondialisation libérale et non régulée !

La meilleure réponse que je connaisse alors à cette situation est que les gouvernements, régionaux, nationaux, un jour mondial, garantissent à tout citoyen, du seul fait de son existence, un accès gratuit ou à coût abordable pour lui à la satisfaction des besoins fondamentaux tels l'éducation, la santé, le logement, la communication, le transport, etc... En France, nous appelons les entreprises chargées de fournir ces biens ou services des « services publics ». Leur raison d'être n'est pas la recherche du profit mais la satisfaction, au moindre coût bien sûr, des besoins de tous. Leur disparition est un objectif permanent de la droite, leur défense et leur extension un combat permanent de la gauche ! L'existence de tels « services publics » représente à mes yeux une proposition centrale pour que soient satisfaits l'exigence de justice sociale et le respect de la dignité de chacun.

Ma deuxième proposition est une réponse à une autre insuffisance du marché, et en particulier des marchés financiers : leur incapacité à développer une vision de moyen et long terme, ce qui est notamment une évidence lorsque nous parlons des intérêts des générations à venir et des problèmes d'environnement correspondants.

La proposition ici, que j'aimerais voir la gauche relayer avec beaucoup de force, est la création d'instances publiques que j'appellerais volontiers « de planification », si ce mot n'était devenu pour beaucoup synonyme de pilotage central d'une économie administrée, ce qui n'est évidemment pas mon objectif ! Mais quelle que soit l'appellation retenue, réunir dans des organismes publics des élus, des fonctionnaires, des représentants des salariés et du patronat, des scientifiques, pour discuter des conséquences sur l'emploi de l'apparition de telle nouvelle technologie ou des effets sur le climat du maintien des modèles énergétiques actuels, rendre publics ces débats et leurs conclusions, libre ensuite aux autorités des niveaux où ils sont organisés, du local au mondial, soit de les retenir soit de les ignorer en devant alors s'en expliquer : tout cela me paraît n'apporter que des avantages pour éclairer en fonction de leurs conséquences de moyen et long terme et les décisions publiques et les décisions privées !

Ma dernière proposition enfin apparaît comme la plus fondamentale puisqu'elle ne veut pas, une nouvelle fois, réagir à des insuffisances du marché mais bien à ce qui demeure la contradiction fondamentale du capitalisme lui-même : le travail est-il un bien comme les autres, qui se traite comme eux ; ou bien représente-t-il un caractère essentiel des personnes humaines, qui doit alors être pris en considération en tant que tel ? Pour parler simple : un salarié peut-il être jeté comme un kleenex lorsqu'une entreprise n'en a plus l'usage ? Ou bien doit-on construire un autre univers qui donne réellement sa force à l'article premier de la Charte de l'Organisation internationale du travail adopté en 1941 : « Le travail n'est pas une marchandise » ? Pour poser encore la même question d'une dernière manière : l'entreprise est-elle seulement, comme la considèrent la plupart des systèmes juridiques existant, une société de capitaux ? Ou bien est-elle une collectivité d'hommes et de femmes qui utilisent de l'argent et des outils ?

Il me semble que deux idées doivent être défendues par la gauche :

- Changer le calcul économique en tenant compte pour les décisions de la totalité de leurs coûts sociaux et environnementaux, directs et indirects : ainsi l'appréciation d'un licenciement devrait intégrer non seulement les indemnités légales de départ mais aussi la charge des indemnités d'attente d'un nouveau travail, le coût de la formation nécessaire, etc... Cette simple mesure, mise à la charge de l'entreprise concernée (ou mutualisée par branche) changerait déjà beaucoup la situation d'aujourd'hui.

- Donner de nouveaux droits aux salariés des entreprises afin d'en faire de véritables « codécideurs » avec la direction et les actionnaires, le dernier mot pouvant revenir à l'un ou à l'autre acteur : selon les sujets, aux salariés pour les conditions de travail et l'évolution des effectifs, à la direction pour les décisions stratégiques, aux actionnaires pour les augmentations de capital, etc...

La présente crise peut, aujourd'hui encore, déboucher sur le pire : une dépression favorisant l'apparition de nouvelles formes de populismes voire de nationalismes, avec des pouvoirs autoritaires et les risques de conflits et de guerre qu'ils sont toujours prêts à assumer pour garantir leur pérennité. L'Histoire ne repasse jamais les mêmes plats mais, plus que jamais, nous devons la conserver en mémoire ! La crise peut cependant aussi apporter l'opportunité du meilleur : une nouvelle voie de développement, plus soucieuse du social et de l'environnemental, ramenant l'économie et la finance au rôle qui aurait dû demeurer le leur : celui d'outils au service de l'humanité et de chacun de ses membres. Nul doute que le chemin qui sera suivi dépendra de façon cruciale des capacités d'organisation et de proposition de la gauche internationale !

\* Gérard Fuchs est le responsable de la coopération internationale à la Fondation Jean-Jaurès. Cet article reprend les éléments d'une intervention à la « Semaine des alternatives sociales et du socialisme » organisée à Moscou par le mouvement « Alternativ » du 25 au 30 avril 2009.